

Europe Solidaire Sans Frontières > Français > Europe & France > Union européenne & co. (hors France) > Pays (UE) > Santé (pays, UE) > Epidémies, pandémies (santé, pays, UE) > **Covid 19 – Italie : vers la crise sociale**

Covid 19 – Italie : vers la crise sociale

mardi 31 mars 2020, par [TURIGLIATTO Franco](#) (Date de rédaction antérieure : 30 mars 2020).

La crise sanitaire italienne, après trois semaines de confinement, prend des aspects encore plus dramatiques et, jusqu'à maintenant, il n'y a pas de signes probants de limitation de l'épidémie : elle a désormais [au 29 mars] touché plus de 80 000 personnes et fauché plus de 10 000 victimes.



Crédit Photo : Wikimedia Commons.

Du moins, ce sont les chiffres officiels. De toute part, y compris de communautés scientifiques internationales, comme Nextstrain, on a hasarde l'hypothèse de chiffres beaucoup plus élevés. De toute façon, c'est tout le système sanitaire national qui n'arrive plus à garantir des soins adaptés pour toutes les malades et encore moins à maintenir en activité les autres services : un million d'interventions « normales » ont été reportées.

« **Problème de la faim** »

Non seulement il est évident qu'une série de mesures - comme par exemple l'arrêt des productions non nécessaires - ont été prises avec retard mais, encore aujourd'hui, trop d'entreprises non essentielles continuent à produire, mettant en danger la vie des travailleurEs et favorisant la diffusion de l'épidémie.

Rien qu'en Lombardie, ce sont 12 300 entreprises - elles devraient être fermées - qui ont demandé au Préfet (c'est une disposition prévue par le décret en cours d'application) de pouvoir continuer la production ; c'est possible, sauf si celui-ci donne l'ordre d'arrêter.

La condition des soignantEs, contraints d'affronter le désastre sans équipements ni Dispositifs de protection individuelle (DIP) adaptés, reste dramatique et ils et elles payent le prix fort : plus de 6 000 contaminéEs et des dizaines de morts.

Mais d'autres travailleurEs, employés dans les services indispensables, vivent aussi une situation très difficile : celles et ceux des supermarchés, par exemple, et aussi celles et ceux qui n'ont pas de DIP adaptés et sans qu'il y ait de fermetures régulières qui permettraient la désinfection de leur lieu de travail.

Si les travailleurEs des entreprises fermées subissent une forte baisse des salaires, puisqu'ils ne

peuvent bénéficier que des allocations du chômage technique, la condition de tous ceux qui travaillent - ou travaillaient - dans le secteur de l'économie informelle, et qui sont maintenant privés de tout revenu, est totalement désastreuse. Au Sud, où 13% de la population vit dans des familles sans salariés, on parle de 4 millions de personnes qui risquent dès maintenant de souffrir de la faim. À un point tel que les demandes d'aide à la Banque alimentaire explosent. Sans parler des centaines de milliers de migrantEs, indispensables à l'élevage et aux récoltes des fruits et légumes de saison, entassés dans des bidonvilles, touchant quelques euros par jour pour 12-14 heures de travail, et dont on demande, en vain jusqu'ici, la régularisation.

Le gouvernement est en train de mettre sur pied une série de mesures pour traiter le « problème de la faim » ; on nous parle d'un revenu d'urgence pour 10 millions de personnes mais, pour le moment, les mesures en préparation sont dérisoires et concernent surtout le déploiement de la police et de l'armée, pour éviter les révoltes.

Europe : qui va payer ?

Puis il y a ceux d'en haut. Il y a la guerre de la Confindustria et des patrons pour faire payer l'entièreté de la crise aux travailleurEs et il y a la guerre entre les différents capitalismes au sein de l'UE, guerre qui, par l'intermédiaire de leurs représentants politiques, a déclenché des conflits verbaux jusqu'à présent impensables.

L'Italie propose une action commune de tous les pays de l'UE : elle soutient que la crise n'est pas de nature nationale mais qu'elle vient d'un élément exogène, l'épidémie, qui demande une riposte unifiée laissant de côté les vieux instruments financiers inutilisables et en définissant de nouveaux. Elle propose une émission d'obligations (« Corona Bonds » européens), c'est-à-dire une mutualisation de cette nouvelle dette que tous les États devraient prendre en charge.

La Hollande et l'Allemagne refusent fermement cette proposition, envisageant au contraire l'utilisation de l'outil que constitue le mécanisme européen de stabilité (MES), c'est-à-dire l'alimentation des fameux crédits financiers aux pays en difficulté, soumis à l'acceptation des non moins fameux mémorandums de sang et de larmes (voir la Grèce).

Ce qui saute aux yeux, c'est la façon dont chacun de ces brigands pense tirer avantage des malheurs d'autrui. Par ailleurs, même la solution proposée par le gouvernement italien reste à l'intérieur des logiques financières de la dette du système capitaliste, et c'est tellement vrai qu'un dirigeant du Parti démocrate a proposé de donner en gage à ceux qui souscriront aux nouvelles obligations - des capitalistes évidemment - le Palais du Parlement et celui du gouvernement (et pourquoi pas Pompéi ou Venise) !

Nous continuons au contraire à répéter que, pour faire face à l'urgence, il faut un financement monétaire exceptionnel des politiques fiscales déficitaires, mais hors des conditions imposées par les marchés financiers et par les institutions monétaires et bancaires, et qu'il faut récupérer toutes les ressources nécessaires par un impôt sur la fortune et un nouveau système fiscal qui fasse payer ceux qui n'ont jamais payé et qui, aujourd'hui encore, veulent faire supporter le poids de la crise aux classes travailleuses.

Franco Turigliatto

P.-S.

- Créé le Lundi 30 mars 2020, mise à jour Lundi 30 mars 2020, 21:31 :
<https://npa2009.org/actualite/international/italie-vers-la-crise-sociale>
- Traduit de l'italien par Bernard Chamayou.